



Bernard DEBRÉ "La grippe A fait pschitt!"

Page 28

Valeurs actuelles

Valeurs actuelles

« Il n'est de richesses que d'hommes. » Jean Bodin

Chaque jeudi

NUMÉRO 3815
DU 7 AU
13 JANVIER 2010

3,50 €

DOM : 4,90 €
BELGIQUE : 3,80 €
MARC : 45 DH
TUNISIE : 2,9 DT
ZONE CFA : 2 600 CFA
CANADA : 5,50 DC
MAYOTTE : 5,50 €.

www.valeursactuelles.com

Le retour des espions

Nouvelles menaces et nouveaux réseaux

Page 8



VINGT ANS APRÈS LA GUERRE FROIDE

Le retour des

Le renseignement est l'un des plus vieux métiers de la planète. On connaissait ses taupes, soviétiques ou américaines. Aujourd'hui, tout continue... Mais autrement ! Plongée dans un monde toujours aussi fascinant.

espion

Par GILLES GAETNER

Dans la Rome antique, déjà, l'empereur Auguste avait mis sur pied un service de renseignement destiné à le protéger de ses ennemis. La pratique a perduré au fil des siècles sous tous les régimes politiques. Qui ne connaît Beaumarchais, agent secret de haut vol, Richard Sorge ou Günter Guillaume, conseiller personnel de Willy Brandt – contraint à la démission en mai 1974 – qui travaillait pour l'Allemagne de l'Est ? Cette dernière figure – il y en a eu beaucoup d'autres – évoque l'époque de la guerre froide, où le KGB et les services de l'Est recrutaient des taupes chargées d'infiltrer les appareils d'État ou les organes officiels des différents pays d'Europe. La France en constituait une des cibles privilégiées (*lire, page 14, l'affaire Dobbertin*). Après la chute du Mur en 1989, on aurait pu croire que les dirigeants du Kremlin seraient moins accros à l'espionnage. Erreur (*lire page 12*).

Inversement, toujours au moment de la guerre froide, quelques Français,

fascinés par l'idéal soviétique, ont franchi la ligne jaune. Ainsi, Georges Pâques, ancien chef adjoint du service de presse de l'Otan qui sera inculpé pour intelligence avec l'ennemi dans les années soixante pour avoir fourni à l'URSS des renseignements provenant de l'Organisation atlantique. D'autres seront guidés, en grande partie, par l'esprit de lucre. Ce sera le cas de Francis Temperville, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui, dans les années quatre-vingt-dix, transmet à l'ex-Union soviétique des documents secret-défense sur les essais nucléaires français. Selon la DST, ce travail lui aurait rapporté plus de 400 000 dollars.

Au fil des ans, notre pays a compris que la protection des pans stratégiques de notre industrie (nucléaire, aéronautique, défense, informatique, etc.) constituait un impératif catégorique. Aujourd'hui, avec l'internationalisation croissante de l'économie, tout le monde veut savoir qui fait quoi chez le voisin. Dans un monde où la concurrence est

rude, la découverte d'un brevet peut faire gagner dix, voire quinze ans, à une entreprise. Aussi, cette dernière doit-elle pouvoir se protéger et résister aux attaques de ses adversaires... Lesquels ne négligent aucun moyen pour parvenir à leurs fins.

À cet égard, ahurissante a été la stratégie mise récemment en œuvre en Belgique, par le concurrent d'un grand groupe industriel français. L'objectif : sinon couler l'entreprise, tout du moins porter un coup à sa réputation. Le *modus operandi* : quelques hackers payés par le concurrent de l'entreprise française ont fait croire que l'état-major de ce dernier recelait quelques personnes impliquées dans des affaires de pédophilie. Accusation terrible. Qui a failli porter ses fruits. La vérité a finalement triomphé, les enquêteurs parvenant à démontrer que la direction du groupe hexagonal n'avait rien, mais rien du tout, à se reprocher.

Depuis une vingtaine d'années, les nouvelles technologies de l'information, dévoyées de leur mission, ont causé des dégâts considérables. L'ordinateur est devenu une sorte de Big



Simm.
Arrêté en 2008, cet ex-chef de la police estonienne a livré des secrets de l'Otan à la Russie.



Pâques.
Cet ancien chef adjoint du service de presse de l'Otan a espionné l'organisation.



Guillaume.
Conseiller de Willy Brandt, il a contribué à sa chute le 7 mai 1974.



Brother. Qui permet de tout voir. Tout savoir. Quoi de plus simple que de le confisquer sous de faux prétextes ! Telle est la mésaventure survenue en 2002 à une délégation de cadres français de l'industrie aéronautique qui effectuait une visite au Moyen-Orient. À peine étaient-ils descendus de leur avion que les membres de la mission se sont vus contraints de remettre leurs ordinateurs aux autorités. Protestations. Palabres. Rien n'y a fait. Lutte contre le terrorisme, leur fait-on savoir. Bien sûr, c'était faux et archifaux. Cette confiscation dissimulait en réalité une opération d'espionnage économique et scientifique. Dans ce domaine, les Chinois sont des orfèvres.

Au mois de mars 2009, un rapport de chercheurs de l'université de Toronto affirmait qu'un réseau baptisé Ghostnet ("réseau fantôme") avait infiltré le contenu d'ordinateurs d'autorités gouvernementales de 103 pays de la planète. Parmi les cibles figuraient essentiellement les ambassades d'In-

En mars 2009, un réseau a infiltré les ordinateurs des gouvernements de 103 pays... et ceux du dalai-lama.

de, du Pakistan, de Malaisie, de Thaïlande et de Taiwan... Sans oublier les services du dalai-lama. Le régime de Pékin a vigoureusement démenti ces accusations. Vrai ou faux ? En tout cas, tous les spécialistes le confirment : les Chinois n'hésitent pas à payer à prix d'or des chercheurs français pour qu'ils fassent des conférences à Pékin. Une façon de "pomper" le savoir de nos

universitaires, parfois naïfs en se montrant trop bavards. Aussi, n'est-ce pas un hasard si Christian Harbulot, le fondateur de l'École de guerre économique, n'a pas voulu créer une antenne de cet établissement à Pékin.

Comme la Chine, le Japon se montre particulièrement performant. À telle enseigne que notre service du contre-espionnage s'est souvent inquiété de la

